



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 27137

Numéro SIREN : 814 998 654

Nom ou dénomination : SET ON INVEST

Ce dépôt a été enregistré le 23/12/2015 sous le numéro de dépôt 120052



1512015704

DATE DEPOT :	2015-12-23
NUMERO DE DEPOT :	2015R120052
N° GESTION :	2015B27137
N° SIREN :	814998654
DENOMINATION :	SET ON INVEST
ADRESSE :	18 rue Jean Goujon 75008 Paris
DATE D'ACTE :	2015/10/19
TYPE D'ACTE :	CERTIFICAT
NATURE D'ACTE :	ATTESTATION BANCAIRE



CENTRE FRANCE

Banque Assurance Immobilier

BANQUE PRIVEE 63
83 RUE BLATIN
63000 CLERMONT FERRAND
Tél. : 04 73 34 78 00
Fax : 04 73 34 39 84

V / réf.: 66072934114
N / réf.: LYDIE MEYNIER

Attestation de dépôt

pour constitution de capital social
(Article 77-Loi du 24 Juillet 1966
Article 62 - Décret du 23 mars 1967)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre France dont le siège social est sis à : 3 Avenue de la Libération 63045 Clermont Ferrand Cedex 9 atteste

qu'il a été déposé le 19/10/2015 par MR DERYCKE OLIVIER fondateur - conformément à la réglementation en vigueur -

- Au compte spécial bloqué n° 66072934114
ouvert au nom de la Société en formation, dénommée SAS SET ON INVEST
au capital de 5 000,00 EUR
sans appel public à l'épargne
dont le siège social est établi à 18 RUE J GOUJON 75008 PARIS
la somme de 5 000,00 EUR représentant la partie libérée soit : 100,00 % du capital social

- Une liste comportant les noms, prénoms usuels et date de naissance des fondateurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux (ci-après annexée).

La Caisse Régionale agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des sociétés, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Attestation valable jusqu'au 20/11/2015.

Fait à CLERMONT FERRAND, le 19 Octobre 2015

MARIE-EUGENIE CORDIER

Directeur de l'agence


CENTRE FRANCE
BANQUE PRIVEE
83 rue Blatin
63000-CLERMONT-FERRAND



Liste des fondateurs

Société : SAS SET ON INVEST

Compte n° 66072934114

Nom et prénom	Né(e) le	Montant versé
DERYCKE OLIVIER	10/07/1972	5000 EUR
		EUR
		EUR
		EUR



1512015703

DATE DEPOT :	2015-12-23
NUMERO DE DEPOT :	2015R120052
N° GESTION :	2015B27137
N° SIREN :	814998654
DENOMINATION :	SET ON INVEST
ADRESSE :	18 rue Jean Goujon 75008 Paris
DATE D'ACTE :	2015/10/24
TYPE D'ACTE :	ACTE
NATURE D'ACTE :	LISTE DES SOUSCRIPTEURS

SET ON INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 5.000 euros
18 rue Jean Goujon 75008 Paris

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

1- Apports

Les soussignés ont apporté à la société, une somme en numéraire de cinq milles (5.000) euros,

1° - Monsieur Olivier DERYCKE une somme de 4.999 (quatre mille neuf cent quatre vingt dix neuf) euros ; 4.999

2° - Monsieur Cédric BARDON une somme de 1 (un) euros : 1

Soit un total de 5.000 (cinq milles) euros : 5.000

Ladite somme correspond à la souscription de cinq milles (5.000) actions ordinaires de un (1) euro et libérées entièrement, ainsi que l'atteste le certificat de la banque

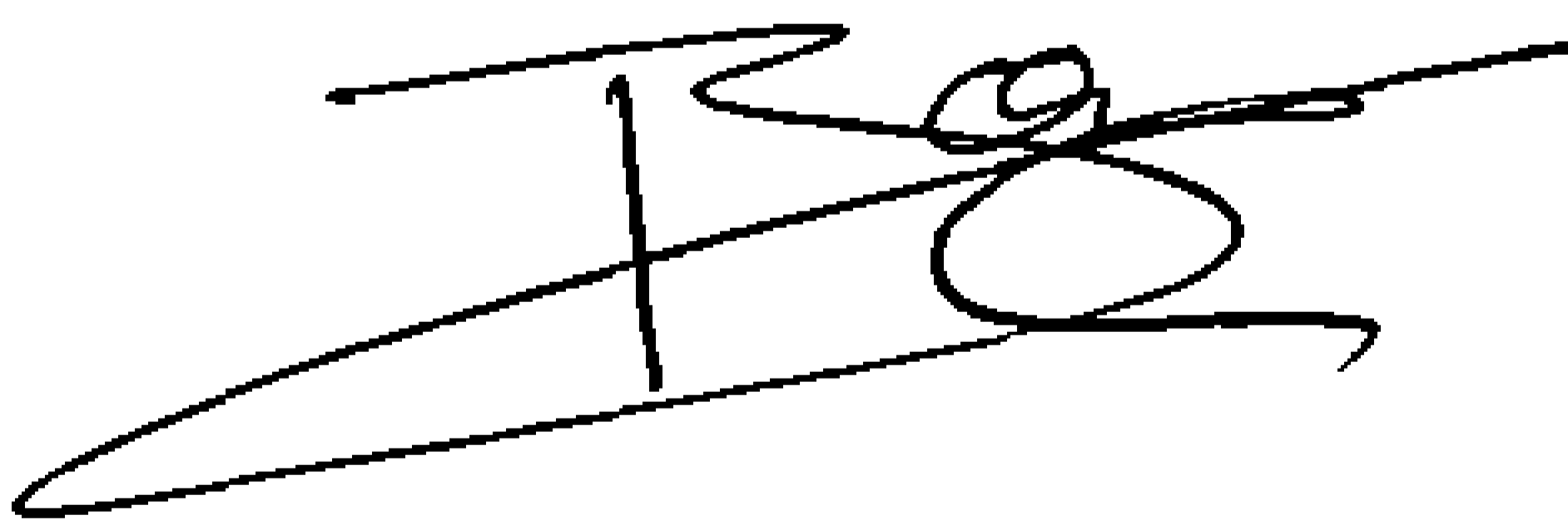
2 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de cinq milles (5.000) euros. Il est divisé en de cinq milles (5.000) actions de un (1) euro, entièrement libérées et de même catégorie, de la manière suivante :

1° - Monsieur Olivier DERYCKE , 4.999 (quatre mille neuf cent quatre vingt dix neuf) actions ; 4.999

2° - Monsieur Cédric BARDON, 1 (une) parts : 1

Soit un total de 5.000 (cinq milles) parts : 5.000



CEDRIC BARDON .



O. DERYCKE .



1512015702

DATE DEPOT : 2015-12-23

NUMERO DE DEPOT : 2015R120052

N° GESTION : 2015B27137

N° SIREN : 814998654

DENOMINATION : SET ON INVEST

ADRESSE : 18 rue Jean Goujon 75008 Paris

DATE D'ACTE : 2015/10/10

TYPE D'ACTE : PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

NATURE D'ACTE : NOMINATION DE PRESIDENT

SET ON INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 5.000 euros
18 rue Jean Goujon 75008 Paris
RCS Paris en cours

Procès-verbal de délibération de l'assemblée générale ordinaire du 10 octobre 2015

L'an deux mil quinze, le dix octobre à dix heures trente, les associés de la société SAS SET ON INVEST en cours de formation se sont réunis chez Monsieur LORHO Norbert 46 ter rue de l'Aunis 17290 AIGREFEUILLE, expert-comptable de la société.

L'assemblée est présidée par Monsieur Olivier DERYCKE président. Monsieur Norbert LORHO, expert-comptable de la société, est nommé comme secrétaire.

Le président constate que le quorum requis par la loi est atteint. L'assemblée est légalement constituée et peut valablement délibérer. Le président dépose alors sur le bureau les documents suivants : projet résolution.

Le président rappelle à l'assemblée que le rapport de la gérance, et le projet des résolutions présentées ont été tenus à la disposition des associés dans les délais prescrits par la loi. L'assemblée lui donne acte de cette déclaration. Il rappelle l'ordre du jour de l'assemblée : nomination du président, du directeur général et pouvoirs.

Ensuite, il est donné lecture du rapport de la gérance. La discussion est ouverte. Quelques commentaires sont donnés. Personne ne demandant la parole, le président soumet successivement aux voix les résolutions suivantes :

Première résolution : nomination d'un président.

L'assemblée générale décide de nommer en qualité de président à compter de ce jour Mr Olivier DERYCKE né 10 juillet 1972 à Chamalières (63) de nationalité française, demeurant à 18 rue Jean Goujon 75008 Paris.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes pouvant prendre part au vote.

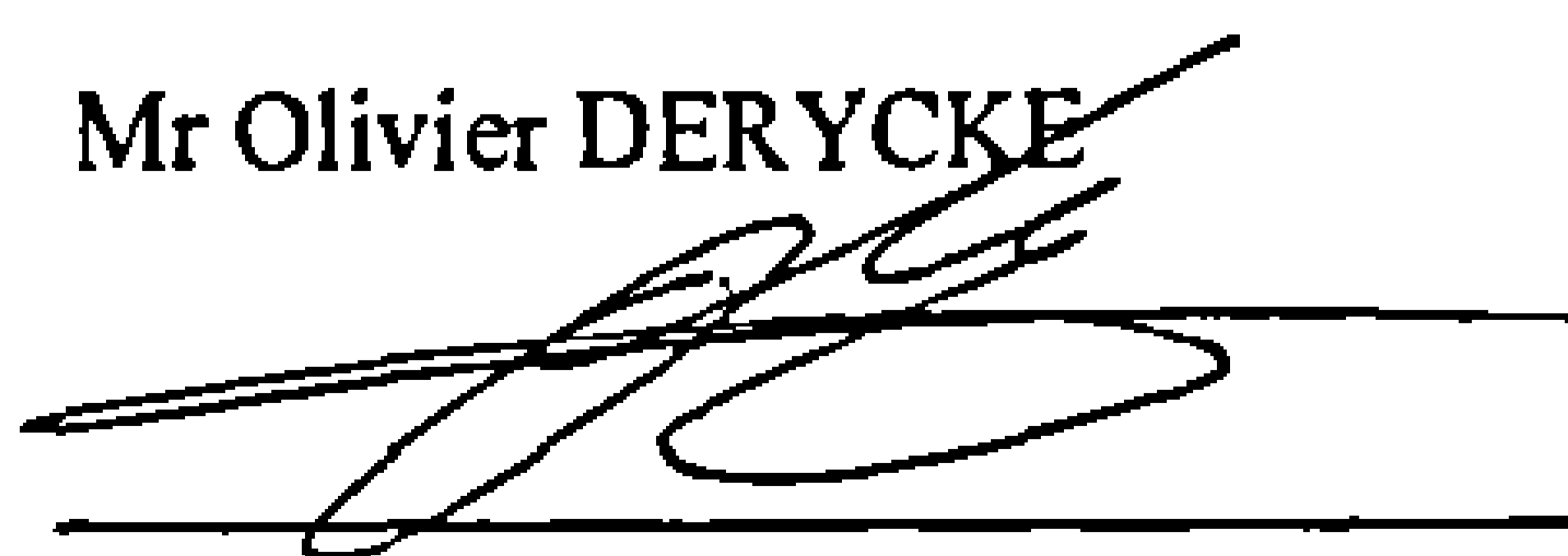
Deuxième résolution : pouvoirs.

L'assemblée décide de donner tous les pouvoirs à Monsieur Norbert LORHO, expert-comptable de la société, pour effectuer toutes les démarches de formalités relatives aux décisions prises ci-dessus.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes pouvant prendre part au vote.

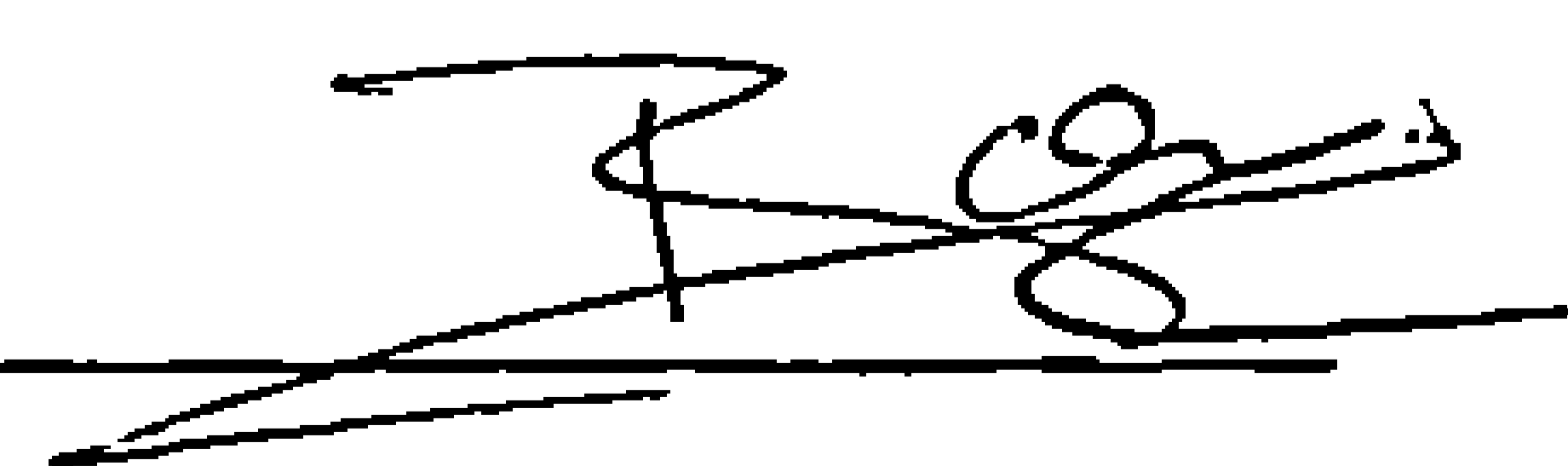
Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à onze heures. De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal pour et valoir ce que de droit.

Mr Olivier DERYCKE



SAS SET ON INVEST

Mr Cédric BARDON



AGE du 10/10/2015



1512015701

DATE DEPOT : 2015-12-23
NUMERO DE DEPOT : 2015R120052
N° GESTION : 2015B27137
N° SIREN : 814998654
DENOMINATION : SET ON INVEST
ADRESSE : 18 rue Jean Goujon 75008 Paris
DATE D'ACTE : 2015/10/24
TYPE D'ACTE : STATUTS CONSTITUTIFS
NATURE D'ACTE :

24.10.15
PG, 10.10.15, JW
AA, 24.10.15 - LH
CA, 19.10.15, AT

SET ON INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 5.000 euros
18 rue Jean Goujon 75008 Paris

le greffier du tribunal
de Commerce de Paris
le :
23 DEC. 2015
BARDON

STATUTS

Les soussignés :

Monsieur Olivier DERYCKE né 10 juillet 1972 à Chamalières (63) de nationalité française, demeurant à 18 rue Jean Goujon 75008 Paris, marié avec Monsieur Cédric BARDON le 30/08/2014 à Fougeré (Maine et Loire) sous contrat passé le 21/07/2014,

Monsieur Cédric BARDON né 10 mars 1980 à La Rochelle (17) de nationalité française, demeurant à 18 rue Jean Goujon 75008 Paris, marié avec Monsieur Olivier DERYCKE le 30/08/2014 à Fougeré (Maine et Loire) sous contrat passé le 21/07/2014

Les soussignés ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par actions simplifiée qu'ils sont convenus de constituer.

TITRE I - FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 – Forme

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée. Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale est : SET ON INVEST —

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots «Société par actions simplifiée» ou des initiales «S.A.S.» et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - Siège social

Le siège social est fixé à : 18 rue Jean Goujon 75008 Paris —

Il ne peut être transféré que par décision collective des actionnaires.

ARTICLE 4 – Objet social

La société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- prestations et conseils auprès des entreprises ;

CB

FACE ANNULEE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

- la prise de participation dans toutes sociétés ou entreprises, l'acquisition dans toutes société ou entreprises, par tous moyens, et notamment par achat, souscription de quelque manière que ce soit, échange, apport ou autres moyens, d'actions, de parts sociales, de titres ou de droits sociaux, de valeurs mobilières de toute nature.

Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou celui de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de commandite, de souscription, d'achats de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation, ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits ou autrement.

Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiquer ou à tous autres objets similaires ou connexes de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

ARTICLE 5 – Durée

La société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 50 ans qui commencera à courir à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 - Apports

Les soussignés ont apporté à la société, une somme en numéraire de cinq milles (5.000) euros,

1° - Monsieur Olivier DERYCKE une somme de 4.999 (quatre mille neuf cent quatre vingt dix neuf) euros ;	4.999
2° - Monsieur Cédric BARDON une somme de 1 (un) euros :	1
Soit un total de 5.000 (cinq milles) euros :	5.000

Ladite somme correspond à la souscription de cinq milles (5.000) actions ordinaires de un (1) euro et libérées entièrement, ainsi que l'atteste le certificat de la banque

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de cinq milles (5.000) euros. Il est divisé en de cinq milles (5.000) actions de un (1) euro, entièrement libérées et de même catégorie, de la manière suivante :

1° - Monsieur Olivier DERYCKE , 4.999 (quatre mille neuf cent quatre vingt dix neuf) actions ;	4.999
2° - Monsieur Cédric BARDON, 1 (une) parts :	1
Soit un total de 5.000 (cinq milles) parts :	5.000

FACE ANNULEE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

ARTICLE 8 - Modifications du capital social

1° Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des actionnaires statuant sur le rapport du président.

2° Les actionnaires peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9 - Forme des titres de capital de la société

La société ne pouvant faire appel public à l'épargne, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables. Tout associé peut demander à la société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente. Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propiétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

FACE ANNULEE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

TITRE III TRANSMISSION ET LOCATION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ASSOCIES

ARTICLE II - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

c) **Opération de reclassement** signifie toute opération de reclassement simple des actions de la société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 12 – Agrément

1. Les cessions d'actions ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, entre actionnaires, tout comme à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du droit de vote.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président de la société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le président aux associés.

3. Le président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 30 jours

FACE ANNULEE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la société est tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis. En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des présents statuts sont nulles. Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE IV ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 14 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique associée, désigné par assemblée générale.

Durée des fonctions

Le président est nommé sans limitation de durée. Il peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 51% du capital et des droits de vote de la société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation ouvre droit à une indemnisation équivalente à l'indemnité de licenciement.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le président est révoqué de plein droit, sans indemnisation et condition dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du président personne morale ;
- exclusion du président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du président personne physique.

Rémunération : La rémunération du président est fixée par décision collective des actionnaires.

Pouvoirs

Le président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

FACE ANNULEE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

ARTICLE 15 – Directeur Général

Le Président peut donner mandat à une personne physique afin de l'assister en qualité de Directeur Général. Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société. La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président. Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président par démission, empêchement ou décès, le Directeur Général conserve ses fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination d'un nouveau Président. Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président.

La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité. En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail. La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général relèvent des conventions réglementées soumises à la procédure prévue à l'article 16 des statuts.

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président. Le Directeur Général a le pouvoir de représenter la société. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la publication des statuts ne pouvant, à elle seule, suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 16 - Conventions entre la société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication. Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au président et aux dirigeants de la société.

FACE ANNULEE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

ARTICLE 17 - Commissaires aux comptes

La collectivité des actionnaires désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants. Les commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE V DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 18 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des actionnaires est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la société ;
- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, y compris transfert du siège social ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;

ARTICLE 19 - Règles de majorité

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives des actionnaires sont adoptées à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des actionnaires disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des actionnaires, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;
- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la société ;
- la transformation de la société en société d'une autre forme

ARTICLE 20 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation du président. Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès verbal signé par le président. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

FACE ANNULEE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

Pendant la période de liquidation de la société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur.

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 21 – Assemblées

Les actionnaires se réunissent en assemblée sur convocation du président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation. Toutefois, un ou plusieurs actionnaires représentant plus de 10 % du capital peuvent demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L 432-6-1 du Code du travail, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence. La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 15 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée. Les actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre actionnaire ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie. En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N°2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Le président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

ARTICLE 22 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le président de l'assemblée.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président de séance, l'identité des associés présents et représentés ou une liste émargée des signature des actionnaires présents ou représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque actionnaire.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les actionnaires exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux actionnaires. Il est signé par tous les associés ou liste émargée, et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

FACE ANNULEE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

ARTICLE 23 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des actionnaires doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux actionnaires 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des actionnaires.

Les actionnaires peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du président et des rapports des commissaires au comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 24 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social sera ouvert depuis l'immatriculation au registre du commerce et clos le 31 décembre 2016. —

ARTICLE 25 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le président établit les comptes annuels de l'exercice. Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les actionnaires doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des commissaires aux comptes. Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 26 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.
2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.
3. La décision collective des actionnaires peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

FACE ANNULEE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

La décision collective des actionnaires ou, à défaut, le président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 27 - Dissolution - Liquidation de la société

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés. La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions. Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux. Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VIII CONTESTATIONS

ARTICLE 28 – Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE IX CONSTITUTION DE LA SOCIETE

ARTICLE 29 - ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Conformément aux dispositions de l'article 26 du décret du 23 mars 1967, les actes accomplis pour le compte de la société en formation sont :

- ouverture d'un compte bancaire ;
- contacter tout fournisseurs pour : assurance, électricité, téléphone ;
- tout acte de gestion courante pour pouvoir commencer et réaliser l'objet social.

ARTICLE 30 - DELAIS

Les délais stipulés aux présents statuts doivent être décomptés selon les règles fixées par les

FACE ANNULEE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

articles 640 à 642 du Nouveau Code de procédure civile.

ARTICLE 31 - PUBLICITE

Les formalités de constitution étant accomplies, l'avis prévu par l'article 285 du décret du 23 mars 1967 sera inséré dans un journal d'annonces légales paraissant dans le département du siège social. A cet effet, tous pouvoirs sont donnés à Monsieur LORHO Norbert, expert-comptable, pour effectuer les différentes formalités prescrites par la loi.

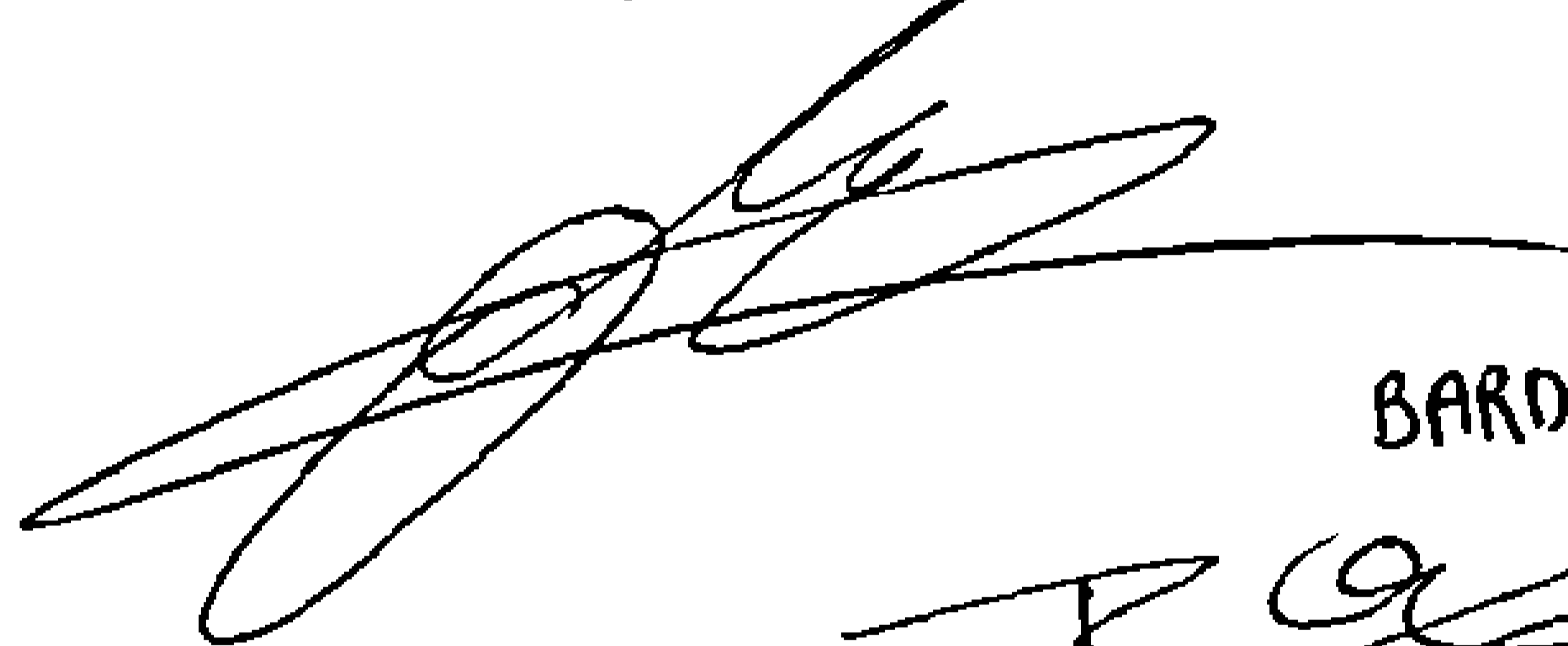
ARTICLE 32 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présents et de ses suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

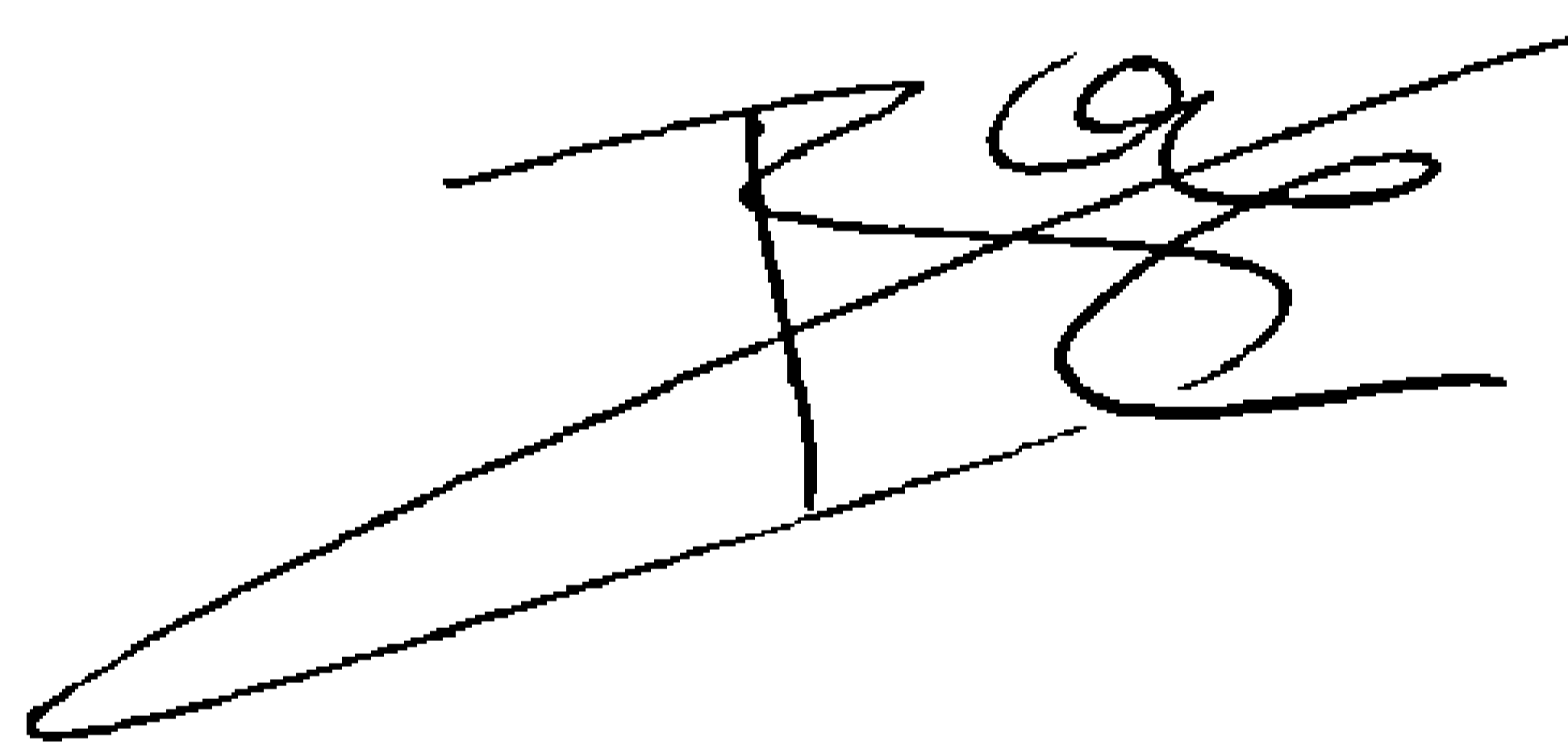
Fait à Paris
Le 24 octobre 2015

en autant d'originaux que nécessaire, dont un exemplaire pour l'enregistrement et un exemplaire pour le dépôt au greffe du tribunal de commerce.

JEROME OLIVIER



BARDON CEDRIC.



FACE ANNULEE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958